Inventaires manufacturiers et conjoncture canadienne

Pierre Harvey

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harvey, P. (1956). Inventaires manufacturiers et conjoncture canadienne. *L'Actualité économique*, 32(3), 514–524. <https://doi.org/10.7202/1000182ar>

vendra pas sur ces marchés où les producteurs allemands offrent aux clients un crédit échelonné sur plusieurs années. Il faut pouvoir faire la même chose; ce qui n'est pas possible sans un travail de prospection des marchés, d'encouragement et de soutien de la part de l'État. L'effort fait du côté du bloc soviétique ne peut pas à lui seul suffire.

Est-ce à dire que le dirigisme étatique du commerce extérieur est souhaitable? Sûrement pas. Il suffit seulement d'éviter que des dogmes dans lesquels les pays ne croient plus, servent à entraver l'action de l'un d'entre eux qui persévérerait à suivre des règles que ses concurrents et ses fournisseurs n'observent plus.

Quoi qu'il en soit, l'équilibre de la balance canadienne des paiements est actuellement servie par des circonstances exceptionnellement favorables. Une entrée de capitaux à court terme en quantité suffisante, non seulement pour maintenir un cours du change menacé par l'accentuation du déficit commercial, mais même pour le faire monter, et un niveau d'exportations croissant au delà de ce qu'on aurait pu prévoir, se sont heureusement conjugués pour maintenir un équilibre défaillant. On ne peut pas espérer que les coïncidences seront toujours aussi favorables. Aussi doit-on s'étonner qu'en réponse à une question précise posée à la Chambre des Communes au sujet des mesures prises pour «rétablir la balance commerciale» (sic), le ministre du Commerce ait déclaré: «Aucune mesure n'est prise. Tant que la balance défavorable du commerce ne sera pas préjudiciable, à nos yeux, nous n'interrompons pas les approvisionnements en biens de production qui rendent possible l'expansion du programme actuel de travaux dans notre pays¹.» C'est escamoter la question.

Jacques PARIZEAU

Inventaires manufacturiers et conjoncture canadienne

L'année 1956 semble avoir donné lieu, dans l'ensemble de l'économie canadienne, à une très forte accumulation d'inventaires. C'est en tout cas ce que révèlent les données actuellement disponibles de la comptabilité nationale. Pour le premier trimestre, l'investissement sous forme d'inventaires commerciaux, évalué au taux annuel, après rectification

1. *Débats de la Chambre des Communes*, 28 novembre 1956, p. 114.

COMMENTAIRES

saisonniers, s'élevait à 1.27 milliard, soit environ trois fois la valeur du poste correspondant pour le premier trimestre de 1955; au second trimestre de cette année, les mêmes investissements s'élevaient encore à 744 millions, (données ajustées saisonnièrement aux taux annuels), alors qu'en 1955, tout comme en 1954, les inventaires commerciaux avaient donné lieu, pour la même période à un désinvestissement, particulièrement sensible d'ailleurs, dans le second cas.

Ces mouvements globaux d'inventaires se situent dans un cycle qu'il est intéressant de rapprocher du cycle du chômage. La comparaison des données réunies au tableau I permet de se faire une idée du comportement du marché du travail par rapport au comportement des inventaires globaux, du moins au cours des toutes dernières années: les deux séries évoluent à peu près exactement en sens inverse (graphique I). Naturellement il n'est pas question de déduire de cette corrélation négative la nécessité d'une poussée prochaine de chômage: l'indice national du chômage n'a d'abord

**Variations d'inventaires et chômage,
Canada, 1952-1956**

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

qu'un sens limité étant donné le fractionnement du marché du travail; de plus, le mouvement global des inventaires cache normalement des mouvements particuliers, divergents à certains moments, et qu'il faudrait pouvoir rapprocher, par l'intermédiaire des structures régionales, des comportements des marchés régionaux

Tableau I
Changements d'inventaires et chômage,
Canada 1952-1956¹

		Changements dans ¹ les inventaires commerciaux	Personnes sans ² emploi et cherchant du travail
		(en millions dollars)	(en millions)
1952			
Premier	trimestre.....	8	137
Second	".....	-292	130
Troisième	".....	-108	138
Quatrième	".....	320	128
1953			
Premier	trimestre.....	348	120
Second	".....	500	132
Troisième	".....	420	147
Quatrième	".....	312	174
1954			
Premier	trimestre.....	292	208
Second	".....	-388	247
Troisième	".....	-392	276
Quatrième	".....	- 72	246
1955			
Premier	trimestre.....	480	251
Second	".....	- 24	236
Troisième	".....	300	208
Quatrième	".....	512	186
1956			
Premier	trimestre.....	1,272 ⁴	204
Second	".....	744 ⁴	183

1. Cf. Pierre Harvey, «Plein-emploi national et plein-emploi régional au Canada depuis la guerre», *L'Actualité Économique*, avril-juin 1955, pp. 5 et ss.

2. Sources:

a) inventaires: *National Income and Expenditure*, first quarter 1955 and second quarter 1956, DBS, Ottawa;

b) chômage: *Revue statistique du Canada*.

3. Données rectifiées pour variations saisonnières.

4. Préliminaires.

du travail, en même temps que de la demande globale et de ses composantes. La courbe de l'accumulation des inventaires industriels et commerciaux permet cependant de mettre en relief le rôle joué au cours des dernières années par les mouvements de ce type d'investissements sur l'état du marché du travail. Les mêmes comportements peuvent se continuer ou ne pas se répéter d'ici un certain temps. La possibilité de leur retour prochain, tel que révélée par les données du tableau I, constitue cependant un avertissement qu'il ne faudrait pas négliger. La surveillance étroite du comportement des inventaires semble donc s'imposer, au début surtout d'une nouvelle période de ralentissement saisonnier.

Nous abordons d'ailleurs cette période normale de déclin saisonnier au milieu d'une conjugaison de circonstances qui rend particulièrement fragile l'état de plein-emploi où nous nous trouvons à l'heure actuelle; les restrictions de crédit ont, en effet, eu pour résultat indirect une diminution sensible du nombre de constructions nouvelles mises en chantier à la fin de la période annuelle de grande activité. Pour peu que la température se montre plus défavorable qu'à l'ordinaire, les unités de logements à terminer au cours de l'hiver seront relativement peu nombreuses et des pressions déflationnistes importantes peuvent apparaître dans ce secteur. Par ailleurs, nous devons surtout à une série de hasards heureux l'équilibre actuel de notre balance des paiements. Et cet équilibre fortuit semble lui-même précaire¹. Dans ces conditions, un retrait de la demande globale, par suite d'un désinvestissement d'inventaires, aurait toutes les chances de s'amplifier rapidement. De même, tout fléchissement dans les autres postes de la demande globale peut fort bien déterminer ce désinvestissement lui-même.

Mais les données réunies dans la comptabilité nationale sont peu nombreuses, peu sûres, du moins jusqu'à revision, et en tous cas trop globales pour se prêter à une analyse à court terme. Une fois constaté le fait de l'accumulation, il faut recourir à d'autres sources de renseignements pour pouvoir pousser l'investigation plus loin. Nous nous bornerons ici à jeter un coup d'œil sur les inventaires de produits manufacturiers.

1. Cf. ci-dessus, «le déficit de la balance commerciale», pp. 502-514.

Dans ce secteur, l'accumulation a été constante depuis le milieu de 1955: en août 1956, les inventaires des manufactures sont de 13 p.c. plus considérables qu'en août 1955. Les commentaires officiels concernant cette accumulation ont été toujours très succincts: on s'est contenté de noter que la croissance des inventaires ne faisait que suivre le rythme d'expansion des ventes, le coefficient d'importance des inventaires par rapport au chiffre de vente se maintenant à un niveau à peu près constant. Il faut cependant remarquer que ce seul fait ne justifie pas tous les optimismes. Pour juger du sens de cette constance du taux d'inventaire, il faut prendre en considération le comportement réel de l'entrepreneur dans la conjoncture, du moins dans la mesure où les inventaires se trouvent en cause.

On peut admettre en effet, au départ, que normalement l'entrepreneur va chercher à maintenir une relation donnée entre les inventaires et les ventes¹. Mais les efforts que déploiera l'entrepreneur pour en arriver à un tel résultat n'auront pas le même sens dans toutes les phases de la conjoncture. En conjoncture ascendante, l'entrepreneur essaiera de maintenir un coefficient «normal» d'inventaire, l'augmentation des ventes entraînant alors un certain investissement sous forme d'inventaires; cet investissement, s'il est suffisamment généralisé, entraînera lui-même une nouvelle augmentation des ventes qui vient déjouer les calculs antérieurs de l'entrepreneur. Ce sont là des mécanismes connus sur lesquels il est inutile de s'attarder longuement. Mais ce qu'il faut ici souligner, c'est que les difficultés que peut rencontrer l'entrepreneur à aligner le niveau de ses inventaires sur le niveau de ses ventes, ne se traduisent pas nécessairement par des coûts accrus ou des profits réduits. L'entrepreneur peut donc accepter une réduction temporaire du rapport entre les inventaires et les ventes, sans inconvénients majeurs, du moins à l'intérieur de certaines limites.

Mais au moment où la conjoncture se renverse, la situation change radicalement si les inventaires sont élevés: le moindre fléchissement des ventes augmente automatiquement le poids relatif des inventaires et donc des coûts. La riposte des entrepreneurs ne

1. Il s'agit là naturellement d'une simplification. D'autres motifs peuvent inciter l'entrepreneur dynamique à manipuler ses inventaires différemment: spéculation, stabilisation de la production, etc.

COMMENTAIRES

peut tarder longtemps: au mieux elle se traduira par une réduction immédiate des commandes nouvelles; au pire, elle donnera lieu à des liquidations importantes. Dans le premier cas, l'action déflationniste n'affectera d'abord que les revenus, dans le second, les revenus et les prix. Mais dans les deux cas il y aura déflation. On peut donc se montrer satisfait si les inventaires ne font, malgré l'accumulation, que s'aligner sur les ventes; mais à mesure que se développe l'expansion cette simple constatation devient de moins en moins suffisante. Elle doit en tout cas se doubler d'une attention accrue aux mouvements des autres indices conjoncturels, car dans la vie réelle, l'accélérateur ne joue pas de façon constante. Cela dit, reprenons l'examen des statistiques des inventaires manufacturiers.

C'est du côté des industries de biens capitaux et des industries liées à la construction que l'accumulation semble avoir été particulièrement marquée au cours de la dernière année. Les quelques données ci-dessous permettent de le constater¹:

	Total des inventaires	Industries des biens de consommation	Industries des produits de construction	Industries des biens- capitaux
Janvier 1955.....	100	100	100	100
Août 1955.....	99	103	103	88
Août 1956.....	113	108	132	106

Bien entendu, à l'intérieur de ces grandes catégories, les mouvements ne sont pas partout du même ordre. Dans le cas des industries des biens de consommation, d'abord, on trouve naturellement une différence sensible entre les marchandises périssables d'une part et les biens de consommation durables d'autre part:

Industrie des biens de consommation

	non durable	semi-durable	durable
Janvier 1955.....	100.0	100.0	100.0
Août 1955.....	100.4	104.8	107.4
Août 1956.....	104.2	110.5	118.0

L'accumulation de biens de consommation durables est importante. Sans doute, s'agit-il là d'une accumulation qui s'explique pour une

1. Les données utilisées dans les pages qui suivent sont basées sur les statistiques publiées dans: *Inventories, Shipments and Orders in Manufacturing Industries*, DBS, Ottawa.

bonne part par les phénomènes saisonniers. Mais la différence entre le mois d'août 1956 et le même mois de l'année précédente reste impressionnante. De plus, la demande des biens de cette dernière catégorie étant surtout liée au revenu, un ralentissement de l'activité économique placerait rapidement les entrepreneurs dans une situation difficile. Surtout que le crédit à la consommation n'ayant pas jusqu'ici souffert des limites imposées à l'expansion des moyens de paiement, à peu près aucune marge de relance ne se trouve actuellement disponible du côté de la demande. Sur ce point l'économie semble donc se trouver dangereusement avancée à l'heure actuelle, du moins à première vue.

Pour évaluer plus précisément cette situation il faudrait pouvoir répartir le total des inventaires des industries ici concernées en un certain nombre de catégories significatives. Il faudrait surtout pouvoir déterminer si l'accumulation s'effectue sous forme de produits finis, de produits en cours de fabrication ou de matières premières. Cette classification n'est pas directement possible à cause de la présence des inventaires détenus par les manufacturiers, mais appartenant déjà à des clients. On peut cependant essayer d'en arriver à une approximation utilisable en considérant que les produits concernés sont surtout des produits en cours, le reste étant constitué de produits finis¹. En admettant que la première catégorie compte pour les trois quarts des produits que les manufacturiers gardent dans leurs inventaires sans en être propriétaires, on arrive aux pourcentages suivants:

	août 1954	août 1955	août 1956
Matières premières.....	57.6	35.7	39.0
Produits en cours.....	26.2	31.4	22.3
Produits finis.....	36.1	32.9	38.7
	<hr/> 100.0	<hr/> 100.0	<hr/> 100.0

Si ces indices sont valables, l'accumulation des inventaires semble donc s'effectuer surtout sous forme de produits finis, du moins depuis un an, et ceci, au détriment des produits en cours. Les différents rythmes d'accumulation d'une année à l'autre, permettent de préciser cette première impression:

1. «... due to the inclusion of inventory held but not owned it is not possible to obtain value of inventory owned by components (...). It is fairly obvious that the bulk of such payments apply to good in process holdings.» Cf. *Inventories, Shipments and Orders in Manufacturing Industries*, op. cit. 1956, p. 42

COMMENTAIRES

	août 1955 (août 1954=100)	août 1956 (août 1955=100)
Matières premières.....	100.9	121.0
Produits en cours.....	127.3	78.7
Produits finis.....	97.0	130.7

Après avoir poussé l'accumulation de produits en cours de 1954 à 1955, on semble avoir ensuite fait porter l'effort sur les produits finis. Et à l'heure actuelle les inventaires de produits en cours se trouveraient à peu près exactement à leur niveau de 1954, mais les inventaires de produits finis seraient plus importants d'un quart au moins. Advenant un fléchissement de la demande, les industries concernées pourraient donc se trouver devant de sérieuses difficultés.

Passons maintenant à l'examen de la situation dans le secteur des industries devant approvisionner la construction. En procédant à des calculs identiques à ceux que nous avons effectués dans le cas des biens de consommation durables nous obtenons les résultats suivants:

	août 1954	août 1955	août 1956
Matières premières.....	49.7	51.6	51.6
Produits en cours.....	26.2	24.6	25.4
Produits finis.....	24.1	23.8	22.9
	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>

La structure des inventaires paraîtrait alors beaucoup plus stable que dans le cas des biens de consommation durable: les mouvements semblent, en effet, à peu près parallèles, comme l'indiquent d'ailleurs les données ci-dessous:

	août 1955 (août 1954=100)	août 1956 (août 1955=100)
Matières premières.....	101.7	125.8
Produits en cours.....	92.0	129.8
Produits finis.....	96.7	120.9

Si cette industrie devait connaître des difficultés, ce ne serait vraisemblablement pas par suite d'un engorgement à l'un ou l'autre des stades particuliers de la production. Il reste cependant que les inventaires de produits finis se trouvaient en août de cette année, de 20 p.c. plus considérable qu'à la même époque de 1955. Or, un mois plus tard, soit le 30 septembre, le nombre des unités de logements en construction ne dépassait pas 87,000, alors qu'il y a

un an, à la même époque, plus de 91,000 unités se trouvaient en chantier. Sans doute, plus de la moitié de la construction nouvelle est-elle destinée maintenant à des fins non-domiciliaires, ce qui laisse probablement des possibilités de substitution dans l'usage des matériaux accumulés. Mais ces possibilités se trouvent quand même limitées par les facteurs purement techniques: les deux secteurs n'utilisent pas les mêmes produits finis. Dans ce secteur, comme dans celui des biens de consommation durables, on ne peut donc éliminer tout à fait la possibilité de l'apparition, à l'occasion surtout du ralentissement saisonnier, de certaines pressions déflationnistes résultant d'un désinvestissement d'inventaires.

On pourrait poursuivre ainsi l'analyse des statistiques par secteur et il est probable que d'autres points faibles apparaîtraient dans la tendance à la hausse que nous connaissons actuellement. Les deux cas que nous avons examinés suffisent à montrer que la constance du rapport entre le niveau des inventaires globaux et le niveau des ventes ne justifie pas à elle seule un optimisme sans nuance.

D'autres indices permettent de supposer d'ailleurs que nous approchons peut-être d'une période un peu plus difficile que celle que nous venons de connaître. D'abord, les carnets de commandes, après avoir atteint un sommet sans précédent au tout début de cette année, manifestent maintenant une certaine tendance à la baisse. Si on exclut du total des commandes la contribution de l'équipement lourd de transport, la descente est même à peu près continue depuis février dernier: le regain saisonnier qui se manifeste normalement au mois de juillet ou au mois d'août n'avait encore à peu près pas affecté les séries statistiques à la fin du mois de septembre. Par ailleurs les expéditions des manufacturiers sont elles aussi à la baisse du mois d'août au mois de septembre: en 1954 et 1955, les mois de juin, juillet et août avaient donné lieu à une montée saisonnière qui semble, cette année, s'être arrêté à mi-chemin. En gros, au cours de l'année dernière, les expéditions s'étaient accélérées de janvier jusqu'à septembre pour décliner ensuite. Cette année le déclin général s'est amorcé en mars. On peut alors se demander si cette époque ne marque pas le point d'inflexion de la période d'expansion actuelle, du moins dans

certains domaines. En tous cas, la période d'été semble avoir donné lieu à l'apparition d'autres phénomènes insolites.

Si on compare, en effet, les inventaires manufacturiers aux expéditions des manufactures, on constate que pendant toute l'année dernière, le rapport des inventaires de produits finis aux expéditions était resté inférieur à ce qu'il avait été l'année précédente. De même, du début de 1956 jusqu'au printemps, les taux mensuels étaient restés inférieurs aux taux des mois correspondants de l'année précédente. Depuis le début de l'été par contre, ces taux sont supérieurs à ceux de l'année dernière; pour les derniers mois disponibles, ils sont d'ailleurs assez sensiblement à la hausse pour se rapprocher des taux de 1954. Notons là encore d'ailleurs que la variation saisonnière à la baisse, nettement perceptible en 1954 et 1955 pour les mois de juillet, août et septembre, s'interrompt et tourne à la hausse dès le mois d'août de cette année, après s'être tout simplement stabilisée d'ailleurs au cours des deux mois précédents. Là encore, il semble impossible d'éliminer complètement l'hypothèse d'un certain plafonnement de l'expansion de la conjoncture canadienne, du moins dans certains secteurs de l'industrie manufacturière, au cours de la première moitié de cette année.

Cet accroissement du rapport entre le total des inventaires de produits finis et l'ensemble des expéditions des manufactures se retrouve aussi au niveau des industries particulières que nous avons examinées plus attentivement dans les pages précédentes. Il suffit de considérer les quelques statistiques suivantes pour s'en rendre compte. Dans les deux cas, les résultats des derniers mois ne se présentent pas du tout comme au cours de la même période de l'an dernier. Dans le secteur de l'industrie des biens de consommation durable, on assiste à une diminution du taux, de juillet à septembre, mais une diminution qui ne se compare pas à celle de l'an dernier, même si les deux niveaux de départ sont identiques. Les industries liées à la construction donnent même lieu à un mouvement en sens inverse, du moins si on compare le mois d'août au mois de septembre. Pour peu que ces tendances se continuent, les manufacturiers concernés devraient normalement se trouver devant des fonds de roulements de plus en plus lourds à financer, étant donné surtout les taux d'intérêt très élevés que nous con-

**Rapport des inventaires de produits finis
aux expéditions de l'industrie concernée**

	Consommation durable		Construction	
	1954	1955	1954	1955
Janvier.....	107.9	119.0	103.6	89.4
Février.....	106.4	109.3	104.6	90.0
Mars.....	100.2	110.4	94.6	85.2
Avril.....	122.6	124.0	92.1	82.7
Mai.....	123.3	120.5	73.3	76.0
Juin.....	118.4	120.7	66.9	71.2
Juillet.....	134.3	135.4	74.0	72.7
Août.....	100.4	128.1	58.7	65.6
Septembre.....	71.8	106.7	58.1	68.9
Octobre.....	75.8	—	57.3	—
Novembre.....	74.4	—	66.0	—
Décembre.....	85.9	—	86.8	—

naissions à l'heure actuelle; l'emploi peut s'en trouver affecté à un moment donné.

Pour avoir une idée un peu précise de la situation, il faudrait poursuivre l'analyse dans chacun des autres secteurs, ce qui dépasserait les cadres de ce commentaire. Les quelques données réunies ici suffisent cependant à démontrer que l'expansion actuelle n'est peut-être pas complètement exempte de points faibles, qui nécessiteraient alors une politique radicalement différente de celle que l'on poursuit actuellement. Il reste bien entendu, cependant que les données commentées ici, datent toutes de quelques mois déjà: les tendances signalées peuvent s'être renversées depuis, surtout sous la pression des événements internationaux récents.

Pierre HARVEY

**Y a-t-il pénurie
d'ingénieurs
professionnels?**

Le débat sur la pénurie d'ingénieurs a débuté en 1951 et a pris une ampleur avec la sensationnelle déclaration du secrétaire de l'Engineering Institute of Canada au début de 1952. On a souligné par ailleurs que l'U.R.S.S. produisait 100,000 ingénieurs et techniciens annuellement contre un nombre inférieur aux États-Unis, et cela n'a pas contribué à calmer le débat. Il va sans dire que le Canada en a profité pour faire l'examen de